

Lemonde.fr, le 13 décembre

François Chérèque : "Il y a une forme de poujadisme vis-à-vis du syndicalisme"

Pour le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, la "résorption de la dette est une priorité budgétaire".

Magali Corouge/ Documentography



L'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA-FSU-Solidaires organise, mardi 13 décembre, une journée de manifestations pour "*refuser l'austérité*". Dans un entretien au *Monde*, François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, explique sa stratégie.

La Cour des comptes dénonce "*les dysfonctionnements*" du comité d'entreprise de la RATP et le thème de "*l'argent caché des syndicats*" resurgit. L'air du temps est-il antisyndical ?

Devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des organisations syndicales et patronales, j'ai proposé une démarche de certification des comptes des comités d'entreprise, comme pour les syndicats. Il n'y a pas de raison que ces structures ne soient pas transparentes, contrôlées et mis à la disposition des personnels des entreprises. Cela permettra aux salariés de voter en connaissance de cause et d'éviter d'éventuels abus. A chaque fois qu'il y a une utilisation illégale des moyens du comité d'entreprise par des élus syndicaux, la justice doit sanctionner. Si des élus de la CFDT se livrent à de tels abus, il y aura exclusion immédiate et dépôt de plainte.

Depuis que je suis syndicaliste, je n'ai jamais vu un vent d'antisyndicalisme aussi fort. Une partie de la droite et une fraction du patronat n'ont jamais accepté le fait syndical. Quand le groupe UMP [*de l'Assemblée nationale*], alors dirigé par Jean-François Copé, a refusé des élections de représentativité dans les très petites entreprises, il a avancé un argument spécieux : le syndicalisme est un marqueur politique.

Un palier supplémentaire a été franchi avec le dossier du *Figaro Magazine* [du 3 décembre] sur "*l'argent caché des syndicats*", qui rapporte de façon malveillante le rapport de la commission parlementaire sur le financement des syndicats. Rapport qui n'a pas été voté et

dont la publication est donc interdite. Nous allons porter plainte contre les personnes qui l'ont diffusé.

L'antisindicalisme n'est pas vraiment nouveau...

On va jusqu'à attaquer personnellement le secrétaire général de la CGT, sa femme et sa famille. C'est très grave. Il y a une forme de poujadisme vis-à-vis du syndicalisme qui est dramatique. J'entends dans les discours que le chômage, c'est la faute des immigrés trop nombreux, les déficits sociaux, c'est la faute des assistés fainéants et les problèmes des entreprises, c'est la faute des syndicats corrompus. Cela pue le Front national !

Avec la réforme de la représentativité, les syndicats vont asseoir leur légitimité sur leur audience électorale. Mais l'amélioration de leur image ne passe-t-elle pas par un *aggiornamento* de leurs pratiques ?

On mélange souvent le nombre d'adhérents avec la représentativité électorale, qui couvre, grosso modo, les deux tiers des salariés. Dans ces élections, la participation oscille entre 60 % et 80 %, largement au-dessus des élections politiques locales. Mais le nombre de syndiqués est insuffisant et on ne peut pas attribuer cette faiblesse à la seule répression syndicale.

La réforme de la représentativité doit nous amener à des pratiques plus en proximité avec les salariés et à plus de transparence sur nos modes de fonctionnement, y compris financiers. Il nous faut redonner du sens au syndicalisme, développer son utilité, renforcer l'intérêt des salariés.

Pour sortir de la crise de l'euro, faut-il modifier les traités et renforcer la discipline budgétaire ?

Les décisions des chefs d'Etat de la zone euro sont toutes prises avec un temps de retard. A chaque fois qu'ils prennent une décision, ils sont obligés de préparer la suivante parce qu'ils sont rattrapés par la pression du marché. La Confédération européenne des syndicats met plusieurs conditions à l'évolution des traités : qu'on intègre un volet social, qu'on mette en place des eurobonds [*euro-obligations*] afin de mutualiser les dettes pour faire baisser la spéculation, et qu'on investisse dans l'économie de demain collectivement au niveau européen. C'est dans ce cadre-là que la règle d'or peut être acceptable.

Les abandons de souveraineté budgétaire ne vous choquent pas ?

Non, à condition qu'il y ait un contrôle politique par ceux qui ont la légitimité électorale et non par la Commission ou la Cour européenne de justice. Il doit y avoir de la démocratie dans cette mise de souverainetés en commun.

Le 13 décembre, vous manifestez sur le refus de l'austérité. Mais vous avez affirmé que la dette était "*excessive*" et qu'il était "*inévitabile*" de la réduire. Y a-t-il une rigueur acceptable ?

La résorption de la dette doit être une priorité des politiques budgétaires. C'est une question d'honnêteté vis-à-vis des futures générations. Ce n'est pas la nécessité de faire des économies qu'on critique, mais les choix du gouvernement. Les syndicats ont fait des propositions communes, comme par exemple d'économiser les 4,2 milliards d'euros de défiscalisation des heures supplémentaires, de remettre en cause la niche Copé pour les grandes entreprises, de créer une tranche d'impôt supplémentaire.

Les syndicats ne vont-ils pas afficher leur impuissance ?

En période électorale, les Français attendent plus du changement par le politique que par des mouvements sociaux. Si on m'avait écouté le 17 août, quand j'ai demandé un sommet social, si on avait anticipé des difficultés qui à coup sûr allaient survenir, comme la hausse du chômage, nous n'aurions pas eu à organiser une journée d'action dans un contexte électoral qui favorise le repli.

Comment réagissez-vous aux enquêtes sur la montée de la défiance vis-à-vis des politiques et du sentiment d'abandon ?

Ce n'est pas en ayant des discours politiques qui martèlent que les étrangers sont responsables du chômage et que les malades sont responsables des déficits qu'on renforcera la confiance. Les politiques doivent avoir un discours honnête et les syndicats doivent répondre à ce sentiment d'abandon. Sinon, ceux qui se sentent abandonnés iront vers les extrémismes de droite, qui flattent ces populations sans leur offrir de solutions concrètes et positives.

L'unité d'action avec la CGT, qui a été le fer de lance de la contestation contre la réforme des retraites, est-elle vraiment durable ?

La coopération et le travail en commun avec la CGT restent positifs. J'ai signé avec Bernard Thibault et des syndicalistes espagnol, italien, allemand et belge une tribune sur la nécessité de construire une Europe plus sociale. C'est une première. Et nous avons fait des propositions alternatives d'économies.

Vous ne demandez plus le retour de la retraite à 60 ans ?

Lors de la réforme des retraites, la CFDT a proposé la mise à plat en 2013 du système de répartition avec l'étude d'une réforme systémique. Nous avons adopté le principe de la référence à la durée de cotisations, en tentant compte de la pénibilité, qui nous paraît préférable au critère de l'âge. Le gouvernement a fait la démonstration, en s'affolant et en accélérant le calendrier de sa réforme, pour donner des signes aux agences de notation, que notre système paramétrique est au bout. Il faut dépasser ce problème de l'âge et revenir à la durée de cotisations dans le cadre d'une réforme systémique. Nous demandons aux candidats d'avancer la mise à plat prévue dès 2012 pour qu'on puisse envisager, s'il y a consensus, une réforme différente. Nous demandons qu'on donne une chance au débat qui n'a jamais eu lieu en France.

Qu'attendez-vous du sommet social en janvier 2012 ? Redoutez-vous, à trois mois de la présidentielle, une instrumentalisation ?

A partir de maintenant, tout ce que je vais dire sera lu au regard du débat politique. Le risque d'instrumentalisation est fort d'un côté comme de l'autre, à nous d'être très prudents et de le conjurer. Nous irons à ce sommet social en restant fermes sur notre démarche syndicale afin d'obtenir des mesures pour aider les salariés en difficulté.

A la présidentielle, la CFDT va afficher sa neutralité et ne soutiendra aucun candidat. Comment allez-vous concilier cette position avec le bilan globalement négatif que vous dressez du mandat de Nicolas Sarkozy ?

Notre critique de l'action de Nicolas Sarkozy est aussi un avertissement à la future majorité quelle qu'elle soit. On ne juge pas un gouvernement putatif, on juge un gouvernement au pouvoir. Et notre capacité d'autonomie rend légitimes ces critiques. Si nous adoptons une

démarche partisane, nous serions inefficients sur la critique de ce qui se fait aujourd'hui et inefficaces demain quelle que soit la future majorité.

Maintenant, c'est aussi aux politiques, comme cela se fait dans tous les pays, de reconnaître que la critique, positive ou négative, fait partie de l'action du syndicat qui est avant tout un contre-pouvoir.

Propos recueillis par Michel Noblecourt.